

Vers un nouveau deal social en Europe

La prépondérance du modèle économique néolibéral au cours des 30 dernières années est à l'origine de la catastrophe économique à laquelle sont actuellement confrontés l'Europe et le reste du monde. L'expansion considérable du secteur des services financiers a permis des dérives de trop nombreux apprentis sorciers. La prudence à long terme a tout simplement été ignorée, et l'avidité et la spéculation ont régi Wall Street, Londres et les autres principales places financières. Dès avant l'effondrement, ceci s'est traduit par une croissance rapide des inégalités, la multiplication des emplois précaires et une pression soutenue en vue de réduire les prestations sociales, les droits des travailleurs et le rôle de la négociation collective. À cela il convient désormais d'ajouter un chômage croissant, les réductions des dépenses publiques et l'effondrement de la demande dans de nombreux pays.

FACE À LA CRISE, LES SYNDICATS EUROPÉENS RÉCLAMENT UN NOUVEAU DEAL SOCIAL AUTOUR DE 5 AXES. CES REVENDICATIONS ÉTAIENT EN TÊTE DES MANIFESTATIONS DES 14, 15 ET 16 MAI DERNIERS.

Confédération européenne des Syndicats
www.etuc.org/fr

discussions et à la mise en œuvre de politiques dans les domaines du social et de l'emploi, et elle passe à l'offensive en faveur d'un nouveau deal social en Europe. La CES réclame :

► **Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité : investir dans un vaste plan européen de relance** afin d'insuffler un nouvel élan en faveur de la croissance et des emplois. La CES demande au Conseil européen et à la Commission de concevoir un plan européen d'in-

► **Des systèmes d'aide sociale plus forts afin d'assurer plus de sécurité et d'éviter l'exclusion sociale.** La CES réclame un agenda social européen puissant et constructif afin de permettre aux gens de conserver un emploi bien rémunéré et d'assurer la protection des travailleurs ainsi qu'une formation appropriée.

► **Des droits plus forts pour les travailleurs et la fin de la prépondérance des principes de marché à court terme.** Pour mettre fin aux inégalités croissantes, il faut disposer de droits plus forts. La CES demande un Protocole de progrès social donnant la priorité aux droits sociaux et à l'action collective et un renforcement de la directive sur le détachement de travailleurs. La CES réclame également une participation effective des travailleurs et la démocratie industrielle. Il est particulièrement urgent de renforcer les droits des travailleurs afin de mettre un terme à l'utilisation croissante de diverses formes de travail atypiques et peu sûres.

► **Un meilleur salaire : le renforcement des négociations collectives.** Il faut rejeter les gels de salaires et les baisses du salaire nominal. À un moment où la demande s'effondre, il est essentiel de

protéger le pouvoir d'achat. La CES demande par conséquent un renforcement des négociations collectives et des institutions de formation des salaires avec la Banque centrale européenne (BCE), qui s'est engagée en faveur d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. La BCE doit être impliquée dans la croissance et le plein emploi, et pas simplement la stabilité des prix. La CES demande à la BCE un conseil consultatif de partenaires sociaux européens.

► **La solidarité européenne en guise de protection contre les excès du capitalisme financier :** il est essentiel de mettre en place une réglementation effective des marchés financiers et une distribution équitable des richesses, et d'éviter un retour au capitalisme casino ou au "statu quo" des 20 dernières années sur les marchés financiers. La CES réclame une augmentation importante des dépenses sociales européennes en élargissant les activités des fonds structurels européens, notamment le Fonds social européen et le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Il faut également lutter contre la concurrence fiscale venant de marchés déréglementés parce qu'elle menace l'Europe sociale. ■

❶ Document complet à télécharger via le site : <http://www.etuc.org/a/6165>

“ DONNER LA PRIORITÉ AUX DROITS SOCIAUX ET À L'ACTION COLLECTIVE. ”

Afin d'atténuer ces conséquences, la Confédération européenne des syndicats (CES) demande un nouveau deal social, en tant que moteur de justice sociale et en faveur de plus d'emplois de meilleure qualité. ❶

La CES, un acteur clé au plan européen, est prête à prendre part aux

vestissement totalisant 1% annuel du PIB afin d'offrir des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, d'encourager l'innovation, la recherche et le développement, de favoriser l'emploi dans les secteurs clés, d'investir dans les nouvelles technologies vertes et durables, et d'assurer les services publics essentiels.